

Compte rendu
CTL du 25 septembre 2018

Évreux, le 15 octobre 2018

Ce CTL s'est ouvert avec la lecture des déclarations liminaires et comme à l'accoutumée, notre directeur ne répond pas aux éléments de contexte nationaux... pour ensuite répondre au fur et à mesure du déroulé de l'ordre du jour.

Nous avons quand même largement insisté pour avoir une réponse quant aux futures restructurations départementales. Il est donc revenu sur ce que nous savions déjà en rappelant les fermetures programmées de Vexin sur Epte, Thiberville et La Saussaye.

Auront également lieu en 2019 la fusion des SPF du département puis le transfert des cellules CSP au sein du PCR.

Nous avons interrogé le président sur les annonces faites en juillet à Verneuil et concernant une éventuelle fermeture de SIP d'ici 2020 à 2022. Il a répondu qu'il s'était contenté de répondre à la question des agents sur la pérennité du site. Il leur aurait ainsi indiqué que compte tenu du rapport de la cour des comptes pointant du doigt le nombre d'implantations de structures finances publiques et compte tenu du fait que le SIP de Verneuil est le plus petit du département effectivement la question de l'avenir du SIP se poserait à l'horizon 2020/2022...et il y aura un sujet sur le nombre de SIP dans le département...

Quant à la visibilité demandée et promise, pour l'instant aucun élément n'est sur la table sachant que le Directeur attend les résultats des concertations nationales (Action Publique 2022, consultation des préfets) et des réflexions en cours à la centrale pour définir l'évolution du maillage territorial...

Bref, impossible d'en savoir plus à ce stade alors que nous avons bien insisté sur le fait qu'à notre sens il était impossible, avec les nouvelles suppressions d'emploi annoncées, qu'il n'ait pas réfléchi et fait des propositions à la centrale sur l'avenir des structures départementales....

Nous sommes ensuite passés à l'examen des points à l'ordre du jour.

1) Approbation du PV du CTL du 30/11/2017 , Solidaires finances publiques avait boycotté cette séance en deuxième convocation qui n'apportait aucun élément complémentaire. Cela ne nous a pas empêché de relever une erreur ... Nous n'avons donc pas participé au vote.

Le PV a tout de même été approuvé.

2) Le bilan de la campagne impôt sur le revenu 2018. Une nouvelle fois nous avons indiqué que l'on peut faire dire ce que l'on veut aux chiffres puisque la direction constate une baisse de 22 % des appels téléphoniques. Solidaires Finances publiques a fait remarquer qu'il s'agissait des appels décrochés et par conséquent moins nous sommes nombreux à répondre moins le volume d'appels décrochés est important. Bien entendu pas de statistique sur les appels sans suite. Sur l'accueil physique (-11,3% dans le département) même remarque avec moins de plages d'ouverture et moins d'agents, il diminue... Le jour où nous serons totalement fermés au public évidemment il n'y aura plus de réception... CQFD. Il faut ajouter que le document présenté était à peine plus long qu'une page recto verso avec une statistique départementale et non par site donc

pas très utile du point de vue analytique. Nous avons indiqué qu'il faudrait une statistique annuelle afin de se rendre compte de la réception du public tout au long de l'année.

Ce point a été l'occasion pour Solidaires Finances Publiques d'évoquer le pic de réception en ces mois d'août /septembre. La direction a ainsi noté une augmentation des flux de 10 % liés au PAS.

Nous avons fait part de nos inquiétudes pour la période du début d'année 2019, la Direction sera attentive sur le sujet accueil/PAS et à éventuellement renforcer les accueils si nécessaire...

3) L'affichage des indicateurs de qualité de services dans les SIP : heureusement que l'on ne doit pas mettre la pression sur les indicateurs !

Il s'agit d'un **programme mis en place par le Gouvernement** et qui a pour but **d'améliorer la qualité du service rendu et d'amplifier la confiance des usagers**, tout un programme en effet. Évidemment la DGFIP fait partie des administrations sélectionnées pour la première vague de déploiement.

Il s'agira d'un déploiement progressif en commençant par les SIP à partir de décembre 2018. Le SIP de Pont Audemer sera donc le premier à devoir afficher les indicateurs suivants :

En 2018, le taux de réclamations traitées dans le délai d'un mois ; le taux d'usagers satisfaits de nos services en ligne ; le taux de satisfaction globale de l'utilisateur et le taux d'utilisateur satisfait suite à un rendez vous.

En 2019, le dispositif sera étendu à 3 SIP supplémentaire avec 2 indicateurs supplémentaires, le taux de courriels envoyés via la messagerie sécurisée et le taux d'usagers ayant trouvés claire la réponse à leur question.

Enfin en 2020 un dernier indicateur devra être affiché, le taux d'usagers satisfaits suite à un échange téléphonique avec un centre de contact.

Nous avons réitéré les propos tenus en liminaire à savoir « **pour Solidaires Finances Publiques, cette démarche est à la fois démagogique et dangereuse.**

Démagogique, car elle a pour but avoué de faire croire aux contribuables que tout est au mieux dans les services de la DGFIP, que le public est toujours notre priorité et que le service rendu est constant en termes de qualité.

Pour Solidaires Finances Publiques, la DG et plus globalement le gouvernement, sont en train de mener une véritable guerre de communication pour convaincre à la fois les agents et le public du bien-fondé de leurs réformes fortement destructives. Ne nous y laissons pas prendre, nous sommes bien dans une action de propagande intense à tous les niveaux, pour nous faire croire que demain le ciel sera plus bleu. On en est évidemment très loin. Tant pour le public que pour les agents, on se dirige plutôt vers des lendemains très sombres. Pour le public qui sera condamné à passer obligatoirement par internet pour avoir le moindre renseignement et pour les agents dont les missions et les conditions de travail vont continuer à se dégrader.

Dangereuse, car ces indicateurs mis sur la place publique, vont mettre inévitablement la pression sur les agents de la DGFIP et sur les chefs de service. Il est même à craindre une course au mieux-disant entre CFP. Se dirige t'on comme à l'époque chez certaines enseignes bien connus, vers le « meilleur CFP du mois ? » Si elle se produit, une telle « compétition » entre services ne peut avoir que des effets délétères pour les agents. »

Monsieur Brenner lui trouve très intéressant de pouvoir comparer les résultats cela pourrait permettre de s'interroger lorsque les résultats sont moins bons que dans le SIP d'à côté...

4) Le Bilan de l'action du PCRFP depuis sa création

Force est de constater que depuis sa création le PCRFP (Pôle de Contrôle Revenus Patrimoine) n'a jamais fonctionné comme cela était prévu. La fiche présentée sans autre élément de comparaison (avec par exemple les résultats des contrôles lorsque les services n'étaient pas fusionnés) ne permettait pas une analyse ni de tirer grande conclusion sur le fonctionnement de cette structure.

Encore une fois Solidaires Finances publiques est intervenu pour corriger des éléments chiffrés et puisque les méthodes de travail du service sont en cours de modifications un nouveau bilan pourra être présenté dans 2 ans ... Affaire à suivre...

5) Suppression des cellules CSP et intégration au PCR.P.

Solidaires Finances Publiques considère qu'il s'agit bien là d'une restructuration qui aura des conséquences sur l'organisation du travail et la chaîne du contrôle fiscal.

Encore une fois nous avons dénoncé le fait de séparer les services de contrôle de ceux de l'assiette. Nous avons réitéré les propos tenus en liminaire à savoir que la Direction se base sur des chiffres pour le moins fantaisistes pour le calibrage des transferts d'emplois. Elle calcule ainsi que le temps passé à contrôler 35DFE est équivalent à 100 dossiers de contrôle classique ce qui nous semble totalement absurde un DFE pouvant très bien être rapide à traiter car contrôlé régulièrement et un dossier classique beaucoup plus long car avec multiples formes de revenus ou investissements etc. De plus un précédent directeur avait bien conclu qu'on ne pouvait pas mesurer le temps passer à traiter telle ou telle tâche.

Bref, 2 emplois de Bernay, 2 emplois des Andelys et celui du SIP d'Evreux seront donc transférés au PCR.P au 1^{er} janvier 2019.

Solidaires Finances Publiques a demandé que ce projet soit soumis au vote , il n'était à l'ordre du jour que pour information...

Pour les raisons précitées et parce que ce projet de réorganisation n'a pas été soumis à l'avis du CHSCT nous avons à l'unanimité voté contre.

Le sujet sera à nouveau traité en CTL le 19 octobre prochain. Nous verrons si la Direction a amendé son projet ou au moins fourni des éléments complémentaires.

6) Gel des emplois des comptables des SPF n°2 de Pont Audemer et de Louviers.

Ce point fut l'occasion pour nous d'aborder l'avenir des SPF du département. Solidaires Finances Publiques a donc demandé au directeur de nous informer ainsi que les agents qui ont besoin de visibilité sur leur avenir au sein de notre administration, de son projet sur le sujet. Quelle est l'avenir des SPF dans le département et selon quel calendrier ?

Le directeur a répondu que conformément au plan national de fusion des SPF et aux décisions annoncées au CT(Comité Technique de réseau) du 3 juillet, la cible est bien un SPF départemental. Les SPF du département seront donc fusionnés au 1^{er} juillet 2019. Par contre pour se conformer aux annonces du Ministre sur la présence des services sur le territoire, il réfléchit à l'installation géographique du futur SPF-E départemental qui pourrait se situer à Louviers, Evreux ou Pont Audemer. La fusion des bases quant à elle interviendra dès que possible donc potentiellement avant le 1^{er} juillet 2019.

A ces annonces nous avons vivement réagit demandant au directeur de prendre sa décision avant la fin de la campagne de mutation parce qu'une telle annonce aura bien entendu des effets pour les agents en termes de mobilité géographique. Il a indiqué que nous serions informés dès que possible mais rien n'est moins sur malheureusement...

7) Pont naturel du 24 décembre.

Comme indiqué en liminaire Solidaires Finances publiques a rappelé qu'il est opposé à cette manière d'imposer des jours de congés aux agents et a demandé au directeur d'accorder cette journée en autorisation d'absence dans la mesure où toutes et tous ne souhaitent pas forcément prendre un jour de congé le 24 décembre ou n'ont plus forcément de jour à poser.

Si la parité syndicale a demandé l'examen d'un nouveau pont naturel à savoir le 24 décembre 2018 , il s'agit ni plus ni moins d'une demande de nombreux agents et chefs de service que nous avons relayée.

En effet, les suppressions d'emplois successives et les difficultés des services les obligent pour certains à revenir pendant leurs congés ou ne leur permettent pas d'être en compagnie de leur famille à Noël sans mettre à mal le bon fonctionnement du service lorsqu'il reste ouvert.

Pour ces raisons, Solidaires Finances Publiques s'est abstenu lors du vote.

8) En questions diverses, le directeur a indiqué qu'*une concertation interministérielle* était en cours **sur l'organisation territoriale des services publics et sur la revue des missions.** Chaque préfet est donc en charge d'une thématique et devra faire remonter ses conclusions.

Le Directeur a sans doute essayé de nous rassurer en précisant que les missions de la DGFIP étaient hors champ avant d'ajouter que toutefois des partenariats avec la préfecture sur certaines missions pourraient être envisagés (service courrier par exemple).

La mutualisation des points de contacts est une piste avec le développement des MSAP Maisons de Services Au Public, d'ailleurs le Ministre invite les DDFIP à être dynamique sur le sujet...

D'ailleurs une MSAP devrait voir le jour à la place de la trésorerie de Vexin sur Epte en 2019 et un accueil sur rendez vous sera possible à la demande des usagers...

Les préfets doivent rendre leur copie au gouvernement début octobre, s'en suivra un Comité National d'Action territoriale pour débattre des propositions et enfin cela aboutira aux lettres de missions pour les différentes administrations et les DDFIP.

Solidaires Finances Publiques a abordé la question du SIP de Bernay pour lequel une nouvelle organisation en secteur unique semble en cours de discussion. La direction a confirmé et a indiqué que le projet n'était pas encore abouti et serait soumis lors d'un prochain CTL.

Nous nous sommes joint à nos camarades pour relayer **les difficultés de fonctionnement du PGP** entre autre **le service de la comptabilité.** La direction semble y travailler , un audit est en cours...

Solidaires Finances Publiques a également souligné les difficultés du service RH avec la mise en œuvre de **Sirhius qui dysfonctionne sérieusement...** Pas vraiment de réponse de sa part...

En tous cas en janvier notre paie doit être totalement gérée par le CSRH d'Arras et plus de contrôle local... **alors faites bien attention à votre fiche de paie !**

Les élus Solidaires Finances Publiques au CTL.

Isabelle LAURENT (titulaire)
Jean-Christian ETIENNE (titulaire)
Chantal CADIOU (titulaire)
Benoît COURTAUT (suppléant)
Jean-François LOUIS (suppléant)